



CTL du 12 mars 2013 - Compte rendu

Ordre du jour : Le règlement intérieur
Le budget
Ouverture de Monsols
Questions diverses

Avant d'aborder l'ordre du jour, les O.S. rappellent que les agents subissent encore des restrictions et que les budgets en réduction n'augurent pas une amélioration dans les services, alors que le pays a besoin d'une administration fiscale efficace. Mais sans moyens, ce sera difficile ! En réponse, la direction revient sur le contexte budgétaire. L'objectif de réduction des déficits publics pèse sur les moyens alloués aux directions. Les solutions possibles sont la baisse des dépenses ou l'augmentation des impôts. Avec des hypothèses de croissance « irréalistes », et une fiscalité « élevée », la maîtrise des dépenses est la solution privilégiée. A la DGFIP, la question fondamentale est de définir de quelle façon on va pouvoir travailler demain, en tenant compte des réductions d'effectifs et de budget. La démarche stratégique permettra d'apporter des réponses. Les simplifications seront également un élément de solution.

La CGT n'est pas dupe ! L'objectif inavoué de cette démarche est d'adapter notre organisation aux pénuries d'emplois et aux contraintes budgétaires.

LE REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE TECHNIQUE

D'emblée le Directeur fixe les limites du débat : Le texte n'est pas amendable ! Circulez il n'y a rien à voir !

A peine daigne-t-il recevoir par courrier les remarques et propositions d'amendements de la CGT.

Le vote : Contre 8 (CGT, Solidaires) - Abstention 1 (CFTC). - L'avis est réputé être donné, il n'y aura pas de seconde séance.

BUDGET DE LA DRFIP

Contrairement aux pratiques d'avant la fusion, ce budget n'a pas été soumis au vote du CTL. Il est seulement présenté pour information.

Le compte rendu d'exécution du budget départemental 2012 fait apparaître une exécution à hauteur de 100% soit un total de 14 882 311 euros en crédits de paiement. En dotation de premier niveau (dotation globale de fonctionnement de base) la répartition des dépenses est de 95 % pour le fonctionnement et 5% pour l'équipement. Le budget initial de 2013 présenté est de 13 454 645 euros. A périmètre égal (après exclusion du CEM et du DIT), la comparaison avec les budgets antérieurs est éloquent : pratiquement – **5,5 %** par rapport à 2012 et quasiment – **23 %** entre 2010 et 2013.

A partir de ce constat, les objectifs affichés de la Direction Locale « maîtriser mieux nos dépenses » ou « préserver la part de l'équipement » démontrent clairement qu'il ne reste qu'à gérer la pénurie. D'autant plus que la Direction a jugé utile de constituer **en plus de la réserve obligatoire de 3% une réserve de précaution** du même montant pour faire face à un éventuel « coup de rabet supplémentaire » en cours d'année.

Les différentes pistes d'économies risquent fort, à défaut de pallier un budget « de misère » d'aboutir à des mesures de court terme qui pourraient hypothéquer encore davantage l'avenir. En amputant gravement les moyens dans un contexte de réduction des emplois, le Gouvernement entérine une dégradation des conditions de travail des personnels et du Service Public.

Nul doute que, si ce budget avait été soumis au vote, les élus CGT auraient voté CONTRE. Sur ce sujet comme sur d'autres (tel que le pouvoir d'achat), la CGT sera à l'écoute des personnels quant à l'action à mener.

OUVERTURE DE LA TRESORERIE DE MONSOLS

Le poste de Monsols est ouvert au public le mardi, le jeudi et le vendredi. La direction propose de réduire l'ouverture à 2 jours (mardi et vendredi). Le dossier présenté en CTL contient une demande rédigée en ce sens par le trésorier de Monsols. En réalité, c'est le trésorier de Beaujeu qui en est le signataire. Il assure « **l'intérim** » en l'absence de comptable nommé sur la Trésorerie. Cette évolution est justifiée selon la direction par des motifs fallacieux : absence d'agent affecté sur le poste alors que les emplois sont implantés, faible fréquentation du poste (mesure des opérations de caisse de novembre à mars) sur un critère qui ne reflète pas l'activité réelle du service, l'évolution attendue des collectivités locales, etc ...

En revanche, **aucune prise en compte de l'éloignement du service public et des besoins de la population**, qui doit déjà se rendre à Beaujeu 2 jours par semaine. Allez, encore 2 jours supplémentaires de fermeture pour sceller définitivement l'avenir du service ! Bien entendu la direction affirme ne pas vouloir appauvrir le réseau. Dans « l'offre de services » aux collectivités locales, la place du service public doit être où se fait la gestion !

La Cgt est clairement opposée à la fermeture du réseau et souhaite le maintien du service public au plus près des populations. Il est regrettable que la Direction soit restée sourde à nos arguments.

La direction a obtenu l'aval du CTL sur ce dossier parce que le vote contre n'a pas été unanime. Seuls la CGT et FO ont voté contre.

PRESENTATION DES RESIDENCES D'AFFECTATION NATIONALES POUR LES CADRES A DE LA FILIERE GESTION PUBLIQUE

Ces résidences d'affectation nationales (RAN) sont détaillées dans le tableau.

Ce point était présenté pour information du CTL. En l'absence de vote nous avons tenu à réaffirmer les revendications nationales de notre syndicat en la matière soit une affectation à la résidence au sens juridique du terme à savoir la commune et l'arrondissement pour Paris.

QUESTIONS DIVERSES

Déménagement des services

HDF : Les travaux du SIP Presqu'île sont en phase d'achèvement, ceux du SIE débutent le 23 mars et devraient durer 12 semaines environ. Cela va permettre de dégager les surfaces nécessaires à l'installation du GPP.

A ce sujet M. Rivard s'auto félicite d'avoir dissipé quelques malentendus avec les agents du GPP qu'il a reçu suite à la pétition que ces derniers lui avaient adressée contre le déménagement.

CAE : Les travaux en cours au 8^{ème} étage seront achevés dans la 1^{ère} quinzaine d'avril et permettront l'installation du PCE Lyon 9-Givors (mi-avril), de la BCR (16/20 avril) et des 6,7 et 8^{ème} BVG (22 avril) et les autres brigades fin juin. Les agents de la BRF, Brigade Topo devraient quitter leurs locaux de la rue St Hippolyte et s'installer au 10^{ème} étage avant le 15 août.

GPP : Sur demande syndicale, le déménagement est reculé à fin juillet et une réunion sera programmée.

Gestion agents enquêteurs (filier GP)

La direction réfléchit à une nouvelle organisation de leur travail en la recentrant sur leur cœur de métier (l'aide au recouvrement). Une nouvelle répartition des agents est donc faite : 2 au pôle fiscal, 1 aux HCL et postes hospitaliers, 3 à la division stratégie et mis à la disposition des postes comptables. Le tout sans que leur statut soit modifié.

Situation au 01/01/2013			
Residence d'affectation nationale	Structures	SERVICES	LIBELLE
	Postes comptables	Affectation Nationale sur le poste comptable	
Givors		TRESORERIE MIXTE	CONDRIEU
Lyon		TRESORERIE MIXTE	SAINT-LAURENT-DE-CHAMOUSSET
Tarare		TRESORERIE MIXTE	LE BOIS-D'OINGT
Tarare		TRESORERIE MIXTE	LAMURE-SUR-AZERGUES
Tarare		TRESORERIE MIXTE	THIZY-COURS-LA-VILLE
Lyon	Direction	Dont Direction	
		Dont Audit	
		Dont Centre de Prélèvement Service	
		Dont Equipe de renfort	
Lyon	Huissiers		
Lyon	PNSR	Pôle Commande publique	Pôle Commande publique
Givors	Gestion des comptes publics	SIP	GIVORS
		TRESORERIE SECTEUR LOCAL	GIVORS
Lyon	Gestion des comptes publics	SIP	SAINT-SYMPHORIEN-D'OZON
			LYON 3EME ARRONDISSEMENT
			LYON 4EME - CALUIRE-ET-CUIRE
			LYON 5EME ARRONDISSEMENT
			LYON 6EME ARRONDISSEMENT
			LYON 7EME ARRONDISSEMENT
			LYON 8EME - VENISSIEUX
			LYON 9EME ARRONDISSEMENT
			LYON BRON
			LYON NORD
			LYON PRESQU'ILE
		TRESORERIE AMENDES	LYON AMENDES
		TRESORERIE HOSPITALIERE	LE VINATIER CTRE HOSP. SPEC
			LYON HOSPICES CIVILS
		TRESORERIE MIXTE	VENISSIEUX
			MEYZIEU
			RILLIEUX-LA-PAPE
			VAULX-EN-VELIN
		TRESORERIE SECTEUR LOCAL	LYON MUNICIPALE
			OULLINS
			TASSIN-LA-DEMI-LUNE
			VILLEURBANNE MUNICIPALE
			SAINT-PIERRE
			GRAND LYON
			PAIERIE DEPARTEMENTALE
			PAIERIE REGIONALE
		TRESORERIE IMPOTS	ECULLY
			SAINT-GENIS-LAVAL
			VILLEURBANNE
		PRS	RHONE
Tarare	Gestion des comptes publics	SIP	TARARE
Villefranche	Gestion des comptes publics	SIP	VILLEFRANCHE
		TRESORERIE SECTEUR LOCAL	VILLEFRANCHE RIVOLI

Mise en place de MEDOC pour le recouvrement des particuliers

Le déploiement était prévu à compter du 2 mai pour les SIP et en mars pour le PRS. Mais l'expérimentation a permis de voir qu'un pré-requis était obligatoire et les dates ont été repoussées en mai pour le PRS et juillet pour les SIP. Une formation de 5 jours pour les agents et 4 jours pour les chefs de services ainsi qu'une note de consignes pour la mise en place sont prévues.

Les OS font observer que la formation devrait être faite au plus près de la mise en place ce dont convient la direction qui devrait donc de revoir le calendrier des formations.

RIL

Une réunion s'est tenue le 11 mars à la préfecture. Concernant les travaux, rien n'est arrêté. Il y a deux scénarii possibles pour le redémarrage de la cuisine (+/- 250 000 € ou 1,2 millions). La reprise du service n'est pas envisageable avant août, en conséquence les titres restaurants seront nominatifs à partir du mois d'avril et précomptés sur le traitement.